

Malaise dans l'imitation

Jonathan Chaliier

Le moment illibéral dans les pays d'Europe de l'Est résulte-t-il de l'exigence d'imiter les pays occidentaux qui leur a été imposée après 1989 ?

Du 1^{er} au 3 novembre 2019, le réseau de revues culturelles européennes Eurozine organisait sa 30^e rencontre à Berlin, dans les locaux de la Fondation Heinrich Böll, consacrée à l'examen de l'héritage de 1989 et intitulée "L'Europe de 1989 : la promesse rappelée". A cette occasion, Eurozine a réuni un ensemble d'articles dont nous rendons compte dans les lignes qui suivent en les organisant comme une discussion des thèses de Stephen Holmes et Ivan Krastev sur le "moment illibéral" en Europe de l'Est.

Dans leur article « Comprendre l'Europe de l'Est. Malaise dans l'imitation » (*Journal of Democracy*, n° 3, 2018, reproduit par Eurozine), Stephen Holmes et Ivan Krastev proposent une explication de la « *révolution illibérale en Europe de l'Est* » qui ne recourt pas à l'idéologie et à l'économie, mais à la psychologie et à la démographie, en particulier à « *l'animosité latente suscitée par le caractère central de l'imitation dans les réformes lancées à l'Est après 1989* ». Pour les auteurs, en 1989, la fin de l'histoire signifiait la fin de l'avenir : en effet, l'avenir est arrivé, c'est l'Ouest. Pendant deux décennies, les pays anciennement communistes ont vécu sous le coup d'une unique exigence : imiter l'Ouest ! L'Ouest n'a pas donc colonisé l'Est ; c'est l'Est qui a imité l'Ouest.

Or, pour les auteurs, l'imitation provoque une crise d'identité, ce qui explique le succès des partis politiques illibéraux. En effet – et tel est le volet psychologique de l'explication des auteurs –, « *la lutte vaine pour créer une copie*

crédible d'un modèle idéalisé implique les tourments infinis de l'autocritique, voire du mépris de soi », ce qui explique que « l'imitation en vient à être ressentie comme une perte de souveraineté ».

Vient alors l'argument démographique : pourquoi imiter l'Ouest quand on peut encore plus facilement y vivre pour y vivre « la vie normale » tant vantée ? « *Il est plus aisé de changer de pays que de changer son pays.* » C'est ce qu'a fait notamment Viktor Orbán quand il est parti étudier à Oxford... Pour les auteurs, « *le tournant illibéral en Europe centrale s'enracine dans l'exode massif de la région, en particulier des jeunes, et les angoisses démographiques que cette émigration a laissée derrière* [1]. »

Pour Holly Case, dans son article sur « La grande substitution » (Eurozine, 2019), suite à ce tournant illibéral, la démocratie apparaît désormais « *attaquée, précaire, fragile* ». Elle suggère que les nouveaux autoritarismes n'ont pas tant les mêmes causes historiques qu'une stratégie politique commune, qu'elle résume par trois substitutions : évacuer la référence à 1989 au profit de 2008 ; passer de la politique libérale au gouvernement néolibéral ; et enfin, passer d'un nationalisme « yougoslave » à un nationalisme « occidental ». Elle considère ainsi que Holmes et Krastev passent sous silence une autre exigence d'imitation : l'imitation des nationalismes d'Europe de l'Ouest, plus marqués par les questions raciales et d'immigration qu'à l'Est. Elle conclut ainsi : « *Attitudes anti-musulmans et anti-migrants, critique de l'Union européenne, christianisme sans la bonté, insistance sur la race et volonté de former des alliances avec les autres Européens blancs : rien de nouveau !* »

Pour l'économiste Philipp Ther, dans son article « Le prix de l'unité. La transformation de l'Allemagne et de l'Europe de l'Est après 1989 » (Eurozine, 2019), la fin de l'histoire annoncée par Francis Fukuyama constituait le paradigme dans les années 1990. Mais la liberté annoncée a été largement réduite à la liberté économique (celle du capital, et non celle des personnes), ce qui est caractéristique du néolibéralisme et donc tout à fait compatible avec les « démocraties illibérales ». Philip Ther compare ainsi les expériences de Pinochet au Chili et du plan Balcerowicz en Pologne, qui traduisent dans ces économies nationales le « consensus de Washington ». Ce dernier, conçu pour les pays endettés d'Amérique latine, a d'abord été appliqué dans les pays de l'Europe post-communiste. Il consiste

principalement en des programmes d'austérité économique et procède à des libéralisations, dérégulations et privatisations pour attirer les investissements étrangers. Il montre, à l'appui des cas allemand et polonais, que l'argument selon lequel « la thérapie de choc » est à la source de tous les succès économiques qui ont suivi ne tient pas. L'année 1989 dans les pays d'Europe de l'Est n'est donc pas seulement l'affranchissement à l'égard de la tutelle soviétique, mais aussi un changement global de paradigme en politique économique, qui aboutit à la crise financière de 2008, notamment à ce qu'on a appelé la « bulle de l'Europe de l'Est ». Pour l'auteur, si le néolibéralisme est la mobilisation des masses par la peur du processus de mondialisation, « l'illibéralisme » déplace cette peur sur des boucs émissaires.



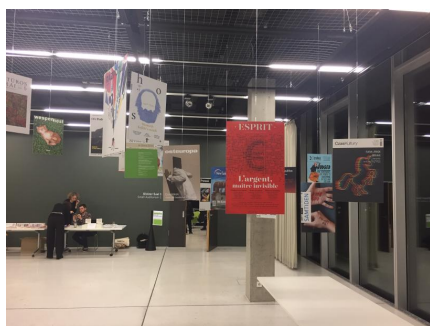
Pour Claus Leggewie, dans son article « Comment se débarrasser des autocrates » (Eurozine, 2019), le ton est aujourd'hui donné par les régimes autoritaires. Pour s'y opposer, il faut réparer le lien entre la société civile et la démocratie partisane. Cette stratégie est mise à l'épreuve par le mouvement de la jeunesse européenne, *Fridays for future* : « Tandis que la jeunesse promeut la protection écologique, l'eupéanisation, l'anti-autoritarisme et le multiculturalisme, les partis "progressistes" doivent réussir à rassembler ces attitudes en un projet politique "au-delà de la droite et de la gauche". »

Aleida Assmann, dans son article « Vers l'Est ! » (*Merkur*, n° 4, 2019, repris par Eurozine) s'insurge contre la téléologie négative proposée par Holmes et Krastev. Elle se demande si leur article analyse le ressentiment ou bien s'il ne contribue pas plutôt à l'exciter. Elle propose un autre récit de l'histoire européenne, dans laquelle les droits de l'homme jouent un rôle central. Pour elle, ce qui s'est achevé en 1989, à la fois à l'Ouest et à l'Est, c'est

une croyance en l'avenir. Mais avec l'érosion de l'avenir, le passé fait retour. L'Europe doit se bâtir sur une communauté d'apprentissage, une communauté de souvenirs et les droits humains. Elle rappelle à ce propos les manifestations en Pologne en 1968, la déclaration d'Helsinki de 1975, la Charte 77 en Tchécoslovaquie, le mouvement Solidarité en Pologne, ainsi que les mobilisations citoyennes en République démocratique allemande – des combats menés au nom des droits de l'homme. Le dernier tract du groupe de résistance La Rose blanche appelait ainsi à « *bâtir une nouvelle Europe spirituelle* ».

Assmann critique également la pertinence de l'opposition binaire entre libéralisme et illibéralisme, en introduisant un troisième terme, le néolibéralisme : « *Les dissidents d'Europe de l'Est et du Centre se battaient pour la démocratie libérale ; mais ils ont obtenu un ordre économique néolibéral qui ouvrait de nouvelles opportunités pour la mondialisation du capital.* » Si telle est la situation contemporaine de l'Europe, alors évoquer les ravages de « *l'exigence d'imitation* » ne peut qu'accentuer la polarisation Est-Ouest. Il faut plutôt mettre sur la table une « *exigence de solidarité* », fondée sur l'intégration européenne, qui permettrait de se protéger contre les ravages du capitalisme mondialisé.

Assmann critique enfin la manière dont Holmes et Krastev minorent l'autoritarisme qui caractérise les attaques illibérales contre l'Union européenne. Plutôt que l'expression d'une revanche contre une humiliation passée, c'est une nouvelle exigence d'imitation qui se met en place. Elle ne se tourne plus vers l'Ouest, mais vers l'Est : le nationalisme guerrier de Vladimir Poutine.



[1] Sur ce point, voir Ivan Krastev, « Rêves utopiques d'une vie au-delà des frontières », *Esprit*, janvier 2017.